

individual ones, should be made. He felt, however, as a representative of a constituency comprising a section of the people of the country, he would not be doing his duty in sustaining the Government in what they called their financial policy.

Mr. Ross (Victoria, N.S.)—Mr. Speaker, I voted last night against the amendment of my honourable friend from Glengarry, believing, that unless a small duty should be permitted to be placed on flour and meal, coming from the United States, that we should be unable to obtain a duty on coal. Without the one I would have voted against the other. While enjoying the advantages of free trade—Reciprocity with the United States—no portion of the Dominion had prospered more than Nova Scotia. We are now suffering for the want of it; and our people assert and believe that no efforts have been used by this Government to obtain a renewal of that treaty. But there are always two sides to a question. The Government on the other hand, state that every means have been exhausted, and, that it now rests entirely with the Americans themselves, whether a treaty can be obtained or not. If this is correct, it would be very satisfactory to have all the correspondence published, so that we should all know how far the Government were willing to meet the Americans, and what are the real points in dispute between the United States Government and the Government of this Dominion. Here, I may be allowed to state that I view the protection of our coast fisheries with more favour than many other members of this House are willing to do. If the protection to our fisheries is an earnest one, if our fishermen are protected by our own police vessels, backed and aided by the steam cruisers of the British Government; if there be a sincere and honest desire to exclude the American fishermen from our fishing grounds, much may be done in the way of protecting a branch of industry always hazardous and uncertain in its results; but, if like the protection of late years, it be not properly attended to, it will be worse than a sham. Willing as I am to go any reasonable length to obtain reciprocal trade with our neighbours, I know that to touch their pockets and their interests is the only way to move them. With a duty placed on coal a larger trade will be opened with Quebec and Montreal. Our coal is protected fifty cents per ton or seventy-five cents per chaldron, even against English coal, and vessels bringing coal will return with flour and Canadian goods, free of duty, and thus lessen the present direct trade with the Americans, by the near routes of Portland and Boston. We are told that our mines are owned

qu'ici, le projet de Confédération, il ne voit pas, pour sa part, qu'il faille effectuer des changements, sauf dans certains cas particuliers. Toutefois, comme représentant d'une circonscription qui comprend une partie du peuple du pays, il a le sentiment qu'il ne ferait pas son devoir s'il appuyait le Gouvernement dans ce qu'il appelle sa politique financière.

M. Ross (Victoria, N.-É.)—M. l'Orateur, hier soir, j'ai voté contre l'amendement de mon honorable ami de Glengarry parce que je croyais qu'à moins qu'on ne permette le prélèvement d'un petit droit sur la farine et sur l'avoine en provenance des États-Unis, nous ne pourrions obtenir un droit sur le charbon. Sans l'un, j'aurais voté contre l'autre. Alors que nous profitons des avantages du libre-échange—la réciprocité avec les États-Unis—aucune partie de la Puissance n'a prospéré plus que la Nouvelle-Écosse. Nous souffrons maintenant, faute de cette réciprocité; et notre peuple soutient et croit que ce Gouvernement n'a rien fait pour obtenir le renouvellement de ce Traité. Mais il y a toujours deux côtés à une question. Et de l'autre côté, le Gouvernement affirme qu'il a épuisé tous les moyens et que la possibilité d'obtenir ou non un traité dépend maintenant entièrement des Américains eux-mêmes. Si c'est exact, il serait très intéressant qu'on publie toute la correspondance; nous pourrions ainsi savoir dans quelle mesure le Gouvernement désire donner satisfaction aux Américains et connaître les véritables points de désaccord entre le Gouvernement des États-Unis et le Gouvernement de la Puissance. Ici, on me permettra de dire que je vois la protection de notre pêche côtière d'un œil plus favorable que ne sont disposés à le faire bien d'autres députés de cette Chambre. Si la protection de nos pêcheries est sérieuse, si nos pêcheurs sont protégés par nos propres patrouilles, soutenus et aidés par les croiseurs à vapeur du Gouvernement britannique, et si l'on désire sincèrement et honnêtement chasser les pêcheurs américains de nos territoires de pêche, on peut faire un grand pas dans la protection d'un secteur de l'industrie dont les revenus sont toujours aléatoires et incertains. Mais si, ce fut le cas pour la protection aux cours des années passées, on ne s'en occupe pas convenablement, ce ne sera qu'une farce. Désireux comme je le suis de faire tous les efforts raisonnables pour obtenir le libre-échange avec nos voisins, je sais que le seul moyen de les faire bouger est de toucher à leur bourse et à leurs intérêts. En imposant une redevance sur le charbon, on ouvre le marché vers Québec et vers Montréal. Notre charbon jouit d'une protection de cinquante cents la tonne, ou soixante-quinze cents le boisseau anglais (*Chaldron*) même contre le charbon anglais; les